

AGGLO DE PAU ► **Un prêtre mis en examen pour agression sexuelle** P.4

BÉARN ► **Deux habitants d'un même village victimes d'un logiciel rançonneur** PAGE 4



Section-Clermont Alerte jaune !

A 18 H AU HAMEAU ► La Section paloise veut confirmer son bon début de saison à domicile face à un favori du championnat. Mais, en face, Clermont arrive en pleine confiance après trois victoires probantes... SPORTS II-III

PAU
Municipales : J. Marbot (PS) se positionne

PAGE 9

DERNIER WEEK-END ! **70^{ème}**
FOIR'EXPO
8 AU 16 SEPTEMBRE 2018 - PAU
Concerts quotidiens,
le Village Gourmand,
le Pavillon des
Spécialités de France...
www.foiredepau.com

PAU
La police cible les violences conjugales

PAGES 2-3

RN134
Ces Aspois qui ne veulent plus des camions

PAGE 5

Retrouvez l'information immédiate sur larepubliquedespyrenees.fr

LES HALLES DE PAU

OUVERT LE DIMANCHE DE 9H À 15H

ANIMATION MUSICALE À 11H



www.hallesdepau.fr

PAU Capitale humaine

© Ouvert du mardi au samedi de 7h à 15h et le dimanche de 9h à 15h. Nocturne un vendredi par mois de 18h à 23h.
P Parking Halles République - Médiathèque Parking Verdun
C Accès : suivre les panneaux « La Boucle » direction Halles République - Médiathèque

ÉDITORIAL

Immigration : fractures à gauche

Cette année, Jean-Luc Mélenchon et la France Insoumise vont boudier la fête de l'Huma. Ils craignent un « traquenard », où se multiplieraient « provocations et incidents ». C'est que le PCF, par la voix de sa tête de liste aux Européennes, Ian Brossat, a attaqué le leader de la France Insoumise en le suspectant d'évoluer vers une vision moins ouverte et généreuse à l'égard de l'immigration. Ce vif échange s'inscrit dans le sillage des critiques dont LFI fait l'objet à gauche, depuis le discours à Marseille de Jean-Luc Mélenchon fin août. Le leader de LFI avait alors fait le lien entre immigration et pression sur les salaires. Un débat qui s'est encore amplifié avec la création en Allemagne du parti « Aufstehen » (Debout) de Sarah Wagenknecht qui, si elle défend le droit d'asile, critique les « bonnes consciences » de gauche qui en prônant l'ouverture totale des frontières précipitent l'électorat populaire dans les bras de l'extrême-droite. Elle estime qu'une frontière ouverte à tous, c'est naïf et ce n'est surtout pas une politique de gauche. Or, sur cette question, Mélenchon est loin d'être clair, puisque deux lignes divergentes s'affrontent en sourdine. Entre ceux qui défendent une conception traditionnelle à gauche de l'accueil et ceux qui sont sensibles aux thèses de l'Allemande, le choix n'est pas fait. L'un des dirigeants de la France Insoumise, Djordje Kuzmanovic, s'est fait sévèrement tacler par Mélenchon après avoir déclaré que « la bonne conscience de gauche empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires (...). Plutôt que de répéter, naïvement, qu'il faut "accueillir tout le monde", il s'agit d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales ». Cela n'arrange guère Mélenchon, car cette polémique risque de creuser les divergences entre deux ailes de la France Insoumise. « Mettre l'immigration au centre des débats, c'est l'agenda d'Emmanuel Macron », affirme Alexis Corbière. C'est faux, à en croire les derniers sondages, qui placent l'immigration en deuxième position des préoccupations des Français, juste avant le terrorisme. C'est que derrière ces choix, il y a l'impuissance de la gauche à se saisir de ces questions. Mélenchon a vu que la question du patriotisme est redevenue une composante d'une gauche qui a eu tort de laisser le drapeau tricolore au FN. Il avait également vu l'importance de l'écologie, qui a pris une place cardinale dans son programme. Face à la mondialisation et aux flux migratoires, la question de l'identité est en train de prendre de l'importance. Car l'identité est au fondement de toutes les communautés humaines. Pourquoi le peuple y serait-il indifférent ? La question, en tout cas, est posée.

« CETTE POLÉMIQUE RISQUE DE CREUSER LES DIVERGENCES ENTRE DEUX AILES DE LA FRANCE INSOUMISE. »



JEAN-MARCEL BOUGUEREAU

larepubliquespyrenees.fr



DIRECT



Suivez la rencontre Section - Clermont en direct sur notre site dès 17h45 et votez pour l'homme du match

LE LU

La voiture reste reine entre les terrasses des nouvelles Halles de Pau

LE PRATIQUE

C'est le week-end ! Piochez dans notre Top 10 des sorties

Une cellule dédiée aux violences conjugales est créée à Pau

La cellule est en fonction depuis ce lundi au commissariat de Pau. Rencontre avec Sabèra et Barbara, les deux policières en charge de ce nouveau service.

« Les violences conjugales ne doivent pas être prises à la légère » préviennent Sabèra et Barbara, les deux gardiennes de la paix affectées à la toute nouvelle « cellule violences conjugales ». La première a même milité pour la création de cette unité spécialisée qui a vu le jour ce lundi au commissariat de Pau.

« Jusque-là, les procédures étaient traitées par un service qui s'occupait de tous types d'infractions. Et compte tenu de la masse de travail qui peut exister, le traitement était compliqué. Le but de cette cellule spécialisée est d'optimiser la prise en charge » explique Sabèra.

Les deux policières, « formées et sensibilisées pour ça », sont désormais « les référentes » en la matière. « C'est un domaine cher à notre cœur » glisse même Barbara. Ses deux années passées au service du

traitement des plaintes l'ont convaincue de l'importance d'un accompagnement des victimes. Le rôle de la cellule est donc aussi de sensibiliser leurs collègues à la prise en charge de ce « phénomène complexe ».

EN CHIFFRES

230 C'EST LE NOMBRE DE PROCÉDURES TRAITÉES EN 2017 SUR LE RESSORT DU PARQUET DE PAU. LE VOLUME EST SENSIBLEMENT LE MÊME (200) SUR LE RESSORT DE BAYONNE.

« De façon générale, c'est déjà difficile pour les victimes de pousser la porte du commissariat » rappellent-elles. Il y a la peur des représailles, la honte aussi ou

encore la culpabilité face aux conséquences sur la famille, les enfants en particulier. « Le phénomène d'emprise, c'est compliqué à comprendre... » soupire aussi Barbara.

Une parole difficile à libérer

« Parfois, il ne s'agit que d'une main courante, histoire de laisser une trace qui les rassure. Mais une fois qu'elles ont fait ce premier pas, le plus dur est fait. Tout l'objectif est de les mettre à l'aise » ajoute celle qui salue l'importance d'avoir l'aide d'Aurélien Clesse qui intervient au commissariat pour le compte de l'Apavim (Association pyrénéenne d'aide aux victimes). « Elle les aide à libérer leur parole en les rassurant ».

Une parole pas toujours simple à recueillir. « Il y a des phrases toutes bêtes qui peuvent être mal perçues par la victime » explique ainsi Sabèra. « Ne vous inquiétez pas,

Un téléphone d'urgence pour les cas les plus graves

En trois pressions sur un bouton, les victimes en danger peuvent alerter les secours.

Les parquets de Pau et de Bayonne sont désormais équipés de « téléphones grave danger ». « Nous en avons 10 dans le département mais nous pouvons en avoir d'autres » précise Cécile Gensac, procureur à Pau.

Ces téléphones sont attribués « sous certaines conditions ». « Il s'adresse aux victimes de violences physiques, psychiques ou sexuelles qui sont exposées à un risque de réitération » indique la magistrate. « Il faut que la situation soit repérée comme potentiellement grave » ajoute-t-elle, précisant qu'une mesure d'interdiction de contact entre l'auteur et la victime doit aussi



Dix « téléphones grave danger » sont disponibles dans le 64. © V.C.

avoir été prononcée. Le téléphone est le plus souvent attribué en amont de l'audience, « même si cela peut arriver après le jugement ».

Une victime déjà équipée

Trois pressions sur un bouton suffisent à déclencher un appel sur une plateforme de téléassistance qui, après avoir vérifié qu'il ne s'agit pas d'une mauvaise manipulation, pré-

vient les forces de l'ordre. Un système de géolocalisation facilite leur intervention.

« La différence avec un appel au 17, c'est que quelqu'un répond obligatoirement » précise Cécile Gensac. « Mais surtout, les forces de l'ordre partent en sachant que c'est potentiellement un risque d'homicide ».

Le téléphone est remis à la victime dans les locaux du parquet pour une durée de 6 mois renouvelables. L'Apavim à Pau et l'ACJPB à Bayonne assurent le suivi. « Il y a un accompagnement global de la victime dès que le téléphone est remis » note Nicole Tercq, directrice de l'Apavim. « C'est un outil supplémentaire qui peut éviter un passage à l'acte » souligne Samuel Vuelta-Simon, procureur de Bayonne.

A ce jour, une seule victime, située dans le ressort du parquet de Pau, a été équipée cet été.

V.C. ■ v.cebe@pyrenees.com



Depuis lundi, Barbara (assise) et Sabèra sont les « référentes » du commissariat de Pau concernant les violences conjugales. « Un phénomène complexe » selon ces deux policières. © NICOLAS SABATHIER

ça va aller...» est plutôt à proscrire. « Elle peut interpréter ça comme si ce qu'elle a vécu n'était pas grave ». Barbara met aussi en garde contre les réflexions du genre : « Mais comment avez-vous pu supporter ça autant de temps ? » Même si, selon Sabèra, « sauf cas exceptionnel, la plupart du temps ce sont des faits récents ».

« Ce qui compte, c'est d'aller vite »

Les deux policières assurent en revanche que « cela touche toutes les classes sociales et tous les âges... » Et pas seulement les femmes, même si les hommes sont plus rares à se manifester. « Je crois que c'est encore plus difficile pour eux... » témoigne Barbara.

La cellule n'est cependant pas un dispositif d'accueil dédié aux victimes. Sabèra et Barbara « sont là pour chercher la vérité, pas pour blâmer le sexe opposé » tiennent-elles à préciser. « Sauf cas

d'urgence, nous travaillons à partir des plaintes qui nous sont transmises et des éléments recueillis au travers du questionnaire qui leur est fourni » explique Sabèra. « La procédure peut être longue et il y a beaucoup de choses à faire avant d'entendre le mis en cause » ajoute-t-elle. « Si nous avons besoin d'informations supplémentaires, nous recontactons la victime mais le but est d'éviter de la faire revenir plusieurs fois au commissariat ».

Dans cette prise en charge, les associations (Apavim, Du côté des femmes...) jouent aussi un rôle très important de détection des situations à risques. « Ce qui compte c'est d'aller vite. Il ne faut pas laisser traîner les dossiers car il y a parfois des victimes en danger. Il s'agit de faire en sorte qu'elle ne revienne pas 15 jours après pour nous dire qu'il a recommencé ».

VALÉRIE CÈBE ■ v.cebe@pyrenees.com



Les procureurs Cécile Gensac et Samuel Vuelta-Simon ont présenté ce vendredi à Pau « le téléphone grave danger », un dispositif national décliné désormais dans le 64. © VC.

LA GAZETTE DU 64

PYRÉNÉES : CANNELLITO SUR UNE VIDÉO ?

L'équipe ours de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage poursuit son travail de suivi de la population des plantigrades. Pour celui, il relève régulièrement des vidéos et photos d'ours bruns enregistrées automatiquement dans les Pyrénées françaises.

Ce vendredi, de nouvelles vidéos d'ours capturées dans le massif à travers un dispositif de « pièges » vidéo ont été publiées par



Cannellito aurait migré vers l'Est. © CAPTURE D'ÉCRAN ONCFS/EQUIPE OURS/RESEAU OURS BRUN

l'association Adet - Pays de l'ours. Images où l'on croit notamment reconnaître, le 25 juin à 4h43 Cannellito, le fils de Cannelle, mâle béarnais que l'on avait cru disparu voilà deux ans, mais qui a fait sa réapparition à l'Est de la chaîne des Pyrénées, en l'occurrence au-dessus de Saint-Lary (65).

Catastrophe naturelle : le cas de Narcastet bientôt examiné

L'histoire de Jocelyne Tarrit-Lartigue et de sa maison au bord du gouffre depuis un glissement de terrain a beaucoup ému et impressionné (nos éditions de lundi). A l'instar de la députée Josy Poueyto, qui a suivi tous les dossiers relatifs à la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle suite aux intempéries du début de l'été qui ont frappé notamment la 1^{re} circonscription. « Si le cas de la commune de Narcastet n'a pas encore été examiné à ce jour, c'est qu'il présente un caractère particulier compte tenu à la fois de l'ampleur et de la spécificité des dégâts. Il a fallu engager une expertise » explique l'élue. L'expertise a eu lieu le 28 août. « Ses conclusions sont désormais transmises. Le dossier de la commune de Narcastet sera ainsi analysé le 29 septembre par la commission interministérielle chargée de se prononcer sur le caractère naturel du phénomène ainsi que sur son intensité anormale » annonce Josy Poueyto C'est ce qui vient d'être indiqué à Josy Poueyto qui a également écrit à la ministre Jacqueline Gourault pour souligner le caractère exceptionnel du sinistre dont l'impact met cette famille en grande difficulté.



Jocelyne Tarrit-Lartigue nous confiait récemment son désarroi face à cette malheureuse situation.

© MARC ZIRNHELD

HYDROCARBURES : LES SONDAGES EN NORD-BÉARN SUR LE POINT DE S'ACHEVER



Les camions vibrateurs achèvent leur travail. © ARCHIVES NICOLAS SABATHIER

Un mois après le début des opérations, les sondages du sol du Nord-Béarn sont sur le point de s'achever. « Ce samedi ou lundi » nous confirme Marine Di Matteo, chef de projet chez Investaq Energie. Rappelons en effet que depuis le 16 août, des camions vibrateurs de la société Gallego Technic sillonnent les 14 communes concernées par cette échographie en 3D qui entre dans le cadre de la recherche d'hydrocarbures. « Nous prendrons encore deux semaines pour retirer tous les appareils de mesure. Avec en priorité ceux situés chez des exploitants qui ont besoin de retrouver le plein usage de leurs terrains » ajoute Marine Di Matteo. Sur toute la superficie sondée, près de 4 000 chapelets de 6 géophones chacun avaient ainsi été placés au milieu de l'été, sur les domaines public ou privé. Cette opération a pris quelques jours de retard après plusieurs actes de malveillance touchant camions ou matériels de mesure.

Quant aux données recueillies, elles sont pour l'instant brutes. Elles seront confiées à une société spécialisée paloise pour les interpréter, « d'ici la fin de l'année ».